



SERVICE D'ÉTAT DE L'AVIATION CIVILE
POLYNESIE FRANCAISE



Plan d'action 2018




dgac

SOMMAIRE



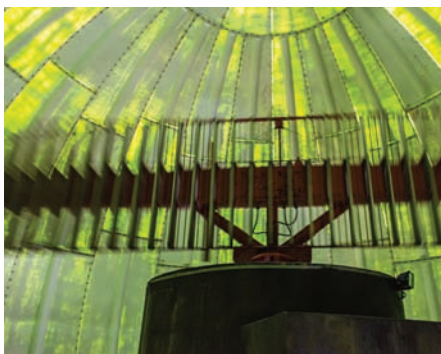
3 **DIRECTION**

4 **DGR**
Département de la Gestion des Ressources

6 **DSURV**
Département de la Surveillance

8 **SNA**
Service de la Navigation Aérienne

10 **SREIDD**
*Service de la Régulation Economique de
l'Ingénierie et du Développement Durable*





DIRECTION

GESTION DES AÉRODROMES D'ETAT

Le jugement de la cour d'appel de Paris en date du 30 mars 2017 enjoint l'Etat à résilier le contrat de concession de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

L'opérateur sera retenu après l'analyse des offres fournies par les candidats sélectionnés. La direction du SEAC/PF avec l'appui du SREIDD, apportera, tout au long des travaux, son concours à la Direction du Transport Aérien de la DGAC et au haut-commissariat de la République en Polynésie française.

CONTRIBUTION AU PLAN NATIONAL D'ACTIONS STRATÉGIQUES D'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ

Le comité de pilotage du PSE (programme de sécurité de l'Etat) du SEAC/PF s'est réuni le 08 juin 2017. A l'issue de cette réunion, un récapitulatif des actions ciblées sur les aspects spécifiques au contexte d'activité du SEAC/PF a été retenu. Le compte rendu de la réunion adressé à la DSAC/MEAS (Mission éva-

luation et amélioration de la sécurité) a retenu l'attention de celle-ci qui a apprécié l'approche par thème du SEAC/PF. Ces actions, débutées en 2017, trouveront leur aboutissement en 2018.



ARRÊTÉ DE POLICE DES AÉRODROMES

Après les trois aéroports d'Etat des îles et sept aéroports du Pays (IDV/ISLV/Australes), l'effort s'est poursuivi avec la publication au JOPF en octobre et novembre des arrêtés relatifs aux quatre aéroports des Marquises et 12 aéroports des Tuamotu, portant ainsi à 26 le nombre d'arrêtés publiés.

L'objectif est de publier ceux des 20 aéroports restants avant la fin février 2018.

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES ORSEC AÉRODROMES

La Direction de la Protection Civile (DPC) travaille actuellement sur un canevas le mieux adapté à la rédaction de la première version d'un plan-type qui corresponde à ses nouvelles exigences en termes de secours à des victimes en grand nombre en cas d'accident aérien sur les aéroports dits « de petite taille », en Polynésie française.

Le SEAC/PF assiste la DPC et coopèrera à la rédaction de ces documents.





DÉPARTEMENT DE LA GESTION DES RESSOURCES

ORGANISATION DU SERVICE

La refonte totale de l'arrêté d'organisation, notamment pour répondre aux préconisations du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), fera l'objet d'une réflexion interne et d'une validation de l'administration centrale avant d'être soumise à avis du comité technique local.

Ce travail sera entamé dès le début de l'année et trouvera son aboutissement avant le second semestre 2018.

POLITIQUE D'ARCHIVAGE DU SEAC/PF (DÉMATÉRIALISÉ ET PAPIER)

La politique d'archivage actuelle est très ancienne et mal définie. Elle prévoit une responsabilité de l'archivage au niveau de chacune des entités, sans réelle politique définie au niveau du SEAC/PF.

Le projet consiste à définir une politique d'archivage globale pour tout le SEAC/PF, qu'il s'agisse des documents « papier » ou dématérialisés (enregistrement informatique) avec les éléments suivants : lieu, durée d'archivage, typologie des documents à archiver, procédure pour les documents « papier », procédure pour les documents « électroniques ».

Cette politique sera une déclinaison de la politique d'archivage définie au niveau de l'administration centrale (par le Secrétariat Général de la DGAC) et la réglementation générale.

MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Ce dispositif de veille réglementaire couvrira les différents domaines relevant de la responsabilité du Service : le contrôle du trafic aérien, la surveillance des aéroports et des compagnies, la gestion aéroportuaire.

S'y ajouteront les textes de portée générale ayant des conséquences sur l'aviation civile.

A cette fin, il sera créée et maintenue à jour une base de données jurisprudentielles concernant les domaines spécifiques à l'action du SEAC/PF, qui viendra compléter la veille assurée par la sous-direction juridique du Secrétariat général de la DGAC.

L'efficacité du dispositif sera assurée par la mise en place d'outils facilitant l'accès aux données : liens vers les sites fournisseurs (haut-commissariat, journal officiel de Polynésie française, autorités de la Polynésie française, etc.) ainsi que l'utilisation de la gestion documentaire (publications et partages) du Service.



MODERNISATION DE LA GESTION FINANCIÈRE

La modernisation de la gestion financière comportera en 2018 plusieurs volets.

Il sera mis en œuvre une politique « voyages » spécifique au Service, dans le cadre du renouvellement du marché national relatif à la politique « voyages » de la DGAC.

Le Département étudiera simultanément la mise en œuvre de l'outil de gestion des voyages professionnels DIVA, notamment dans sa partie commune avec le système de gestion des informations financières (SIF). Enfin, il sera étudié l'utilisation d'une « carte achats » qui, à l'instar des autres services de la DGAC, facilitera les dépenses de faibles montants.

MISE EN ŒUVRE DE NOUVEAUX DISPOSITIFS DE MODERNISATION ET DE DIGITALISATION

Un effort sera fait en vue de la sécurisation de l'utilisation des outils nationaux de gestion des personnels SIRH, de gestion des licences et des formations OLAF et de gestion des voyages DIVA.

Les données « ressources humaines » seront numérisées et de nouveaux corps intégrés dans le système SIRH, notamment en ce qui concerne les ANFA (Agents non-fonctionnaires de l'administration).

Il sera mis en place un compte personnel de formation (CPF).

Des actions de communication et de formation interne seront entreprises. Il s'agit de rencontres thématiques (droits à la pension civile ou à la retraite de droit

privé, prestations sociales, élaboration et modification d'une fiche de poste, évaluation professionnelle, déplacements professionnels, droits à congés, thèmes relatifs à la médecine de prévention, à la santé et sécurité du travail et à la qualité de vie au travail en général), développement de Web CLASPF, mise en place d'un « trombinoscope », gestion budgétaire, connaissances des métiers techniques, gestion proactive du centre médico-social.

Enfin 2018 verra le développement d'une nouvelle version d'une application originale : « FENUA », qui est désormais le logiciel assurant la paie de tous les agents de l'Etat en Polynésie française.

ORGANISATION DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Les instances de concertation locales se verront renouvelées : comité technique, CAP TSEEAC du CEAPF, commission paritaire consultative des ANFA (Contractuels Etat).

Le Département organisera la participation des agents aux scrutins pour le renouvellement des instances nationales : CT DGAC et CAP nationales.

NOUVELLES RECRUES DGR

Le SEAC/PF a eu le plaisir d'accueillir trois nouveaux agents administratifs, lauréates du concours d'entrée dans la fonction publique de l'Etat dans le grade d'Adjoint d'Administration de l'Aviation Civile (ADAAC): Uratua TANI, Maroussia LEONTIEFF et Vanessa LAI FAT.





DÉPARTEMENT DE LA SURVEILLANCE

CERTIFICATION AÉROPORTUAIRE

Le décret fixant le seuil à 10.000 PAX a été signé par le DGAC le 14 novembre 2017. Sont concernés les aéroports de Fakarava, de Hiva Oa, de Maupiti, de Rurutu, de Tikehau et de Tubuai. Le nombre d'aéroports certifiés doublera presque (passant de 7 à 13). L'audit de certification de Tikehau aura lieu en février 2018. Il sera suivi par ceux de Fakarava et Tubuai en 2018.

Le département Surveillance poursuivra les diagnostics de faisabilité et aidera la DAC/PF dans la poursuite de cet objectif.

HOMOLOGATION DES PISTES DES AÉRODROMES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Un plan global est mis en place au sein du département afin de faire un bilan des homologations existantes, des conditions d'exploitations et des restrictions associées, et de les confronter aux visites récentes effectuées sur les aéroports.

Une révision du contenu des homologations a été mise en place en 2017 (avec dans certains cas des demandes de mises à jour de l'information aéronautique) et est reconduite sur 2018.

L'accent sera mis sur la catégorisation des écarts récurrents de manière à distinguer les écarts communs à l'exploitation des aéroports territoriaux des écarts spécifiques à un aéroport particulier.

L'aboutissement du dossier ATR72 sur les pistes 3C/2B constituera une priorité. En 2017, le SEAC/PF a animé plusieurs réunions avec la DAC/PF et Air Tahiti afin de déterminer les éléments à intégrer par la DAC/PF dans son étude de sécurité destinée aux autorités de surveillance.

PRISE D'UN ARRÊTÉ DE POLICE RELATIF À LA SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE

En lien avec le règlement d'exploitation de l'aéroport de Tahiti, le futur arrêté de police relatif à la sécurité aéroportuaire intégrera en 2018 des dispositions nouvelles

ainsi que des parties issues de l'actuel arrêté de police qui portent sur la sécurité et non la sûreté.

Cela concernera entre autres :

- les dispositions générales de circulation des personnes et des véhicules sur les aires aéronautiques ;
- les conditions de stationnement ;
- les règles applicables durant les opérations d'avitaillement.

RÉALISATION DES PLANS DE SURVEILLANCE

Compagnies aériennes :

18 audits ou inspections sont programmés pour 2018, dans le cadre de la surveillance des 4 compagnies aériennes basées (Air Tahiti Nui, Air Tahiti, Air Archipels, Air Tetiaroa). A ces actions s'ajouteront les contrôles inopinés en vol réalisés par les pilotes inspecteurs de la DSAC et de l'OCV, ainsi que les contrôles au sol sur les avions (objectif de 36 contrôles à effectuer sur avions français).

En 2018 sera poursuivie la mise en place de la méthode de surveillance basée sur le risque (ou Risk Based Oversight – RBO). A cet égard Air Tahiti bénéficie déjà d'une extension du cycle de surveillance de 24 à 36 mois.



Aviation générale :

Trois actions de surveillance d'organismes de formation sont programmées pour 2018 (ATO Pol'Air, ATO C3P et aéroclub UTA).

En 2018 sera mis en place le processus de surveillance des opérateurs SPO (2 sociétés de travail aérien), NCC (1 société en aviation générale), des opérateurs de drones

(une trentaine), des 2 opérateurs ULM effectuant des vols circulaires à titre onéreux et des 2 nouvelles associations dispensant des formations de licences d'ULM

RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE ATN

La compagnie ATN prévoit son premier vol commercial en Boeing 787-9 « Dreamliner » en novembre 2018 et la livraison du second appareil avant la fin de l'année 2018. L'instruction de la mise en service de ce nouveau type a été initiée en 2017 et doit se poursuivre en 2018.

Il s'agit de l'accompagnement d'ATN sur la gestion du changement de flotte A340-300 vers B787 dans le respect du règlement européen AIR-OPS rendu applicable en Polynésie française, avec des actions lancées autour des axes suivants :

- supervision du processus de mise en ligne des équipages en coordination avec les inspecteurs en vol de la DSAC et de l'OCV ;
- instruction du dossier ETOPS (Extended-range Twin-engine Operation Performance Standards), exploitation nouvelle de biréacteurs pour la compagnie ATN.

INSTRUCTION DU CTA (CERTIFICAT DE TRANSPORTEUR AÉRIEN) TAHITI AIR CHARTER

Le futur exploitant aérien Tahiti Air Charter (TAC) basé à Raiatea prévoit un début d'exploitation au premier trimestre 2018. Il s'agit de la première compagnie française à exploiter des hydravions en transport public (Cessna 208 amphibie). L'instruction du CTA est achevée et le lâcher du premier équipage (le « noyau dur ») est prévu par l'Organisme de contrôle en vol (OCV) pour la fin février 2018.

INSTRUCTION DU CTA (CERTIFICAT DE TRANSPORTEUR AÉRIEN) TAHITI AIR SERVICES ET CONCIERGERIE

Le futur exploitant aérien Tahiti Air Services et Conciergerie (TASC) basé à Tahiti prévoit un début d'exploitation en février 2018 avec un avion Beech 1900, précédemment exploité par la compagnie POL'AIR. L'instruction du CTA se poursuit dans cet objectif.

NOUVELLES DEMANDES DE CTA

De nouveaux opérateurs pourraient voir le jour en Polynésie en 2018, avec la nécessité d'instruire les de-

mandes de certificats de transporteur aérien, parmi lesquels le dossier de la nouvelle compagnie aérienne Islands Airline (Embraer 175), une nouvelle instruction du CTA suspendu de la compagnie POL'AIR « New Generation » (PA31 à la place du Beech 1900 et nouvelle équipe) et le dossier de la compagnie Tahiti Seaplanes (Cessna 206 amphibie).

Par ailleurs, des compagnies déjà détentrices d'un CTA métropolitain envisagent d'opérer depuis/vers Tahiti en 2018. Il s'agit de French Blue, récemment rebaptisée « French SAS », en Airbus A350 à partir de mai et de MBH (Mont Blanc Helicopter) avec 4 hélicoptères basés à Tahiti et Bora Bora à partir mars.



ADAPTATION DE TEXTES RÉGLEMENTAIRES

En 2018, se poursuivra le travail sur la cohérence de la réglementation ULM, qui a été initié en 2017 avec la DSAC/ERS, la DAC/PF et le service juridique du HC (extension de textes nationaux et abrogation de textes « Pays » dans le respect du partage des compétences), en lien avec les dossiers de vols circulaires en ULM à titre onéreux et avec la création d'hydrosurfaces.

TRANSITION RÉGLEMENTAIRE LIÉE À LA NOUVELLE « LOI DRONES »

La loi n° 2016-1428 du 24 octobre 2016 relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils, qu'ils soient des modèles de loisirs ou professionnels, a été déclinée en différents projets d'arrêtés élaborés en 2017 avec une mise en œuvre prévue en juillet 2018.

Les changements significatifs introduits par ces textes porteront notamment sur les obligations suivantes :

- déclaration des drones à partir de 800 grammes, équipement en signaux lumineux et sonores, formation théorique pour les télépilotes de loisir,
- examen théorique drone et formation pratique pour les télépilotes professionnels.





SERVICE DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

DÉPLOIEMENT DE L'ADS-B ET EXTENSION DE LA COUVERTURE VHF

La mise en place d'une surveillance ADS-B (Automatic Dependant Surveillance – Broadcast), associée à l'extension de la couverture radio VHF en FIR Tahiti est un projet planifié sur 5 ans. Cette technologie permet à l'avion d'envoyer automatiquement sa position et de nombreuses autres données (vitesse, cap, altitude, etc.) au système informatisé de contrôle du trafic aérien. Ce déploiement améliorera de façon considérable la sécurité puisqu'il offrira une surveillance en temps réel des aéronefs sur l'ensemble du réseau domestique, surveillance aujourd'hui assurée par le radar du Mont Marau et limitée aux îles de la Société.

L'ADS-B nécessite l'installation de stations de réception au sol. Dans la phase I, cinq stations suffisent à offrir une couverture de la zone de surveillance aux îles de la Société et aux Tuamotu du Nord. L'installation des cinq premières stations est réalisée. Après une période de test et d'essais de fiabilité elles seront mises en œuvre mi-2018. Le service d'information et d'alerte sera ainsi amélioré avec une couverture zone de visualisation du trafic plus importante que celle du radar actuel, pour les aéronefs équipés de systèmes de bord adéquats.

Une image ADS-B sera déployée dans les locaux du JRCC en Avril 2018.



Le logiciel du système de contrôle du trafic aérien de Polynésie française Eurocat X sera mis à niveau et paramétré pour intégrer ces nouveaux senseurs.

L'installation des sept autres antennes de la phase 2 permettant de couvrir l'ensemble du territoire polynésien commencera à être déployée au 2nd semestre 2018.

L'installation de nouveaux équipements de radiocommunication (programme DIGIVOI) se poursuivra, augmentant d'autant la couverture VHF. Le but final est de couvrir la totalité du territoire en VHF.

Cet ambitieux projet représente un investissement estimé à 3,3 millions d'Euros, financés sur deux ans par la DGAC.

EXTENSION ET REGROUPEMENT DES LOCAUX DU SNA EN ZONE NORD AÉROPORTUAIRE

Afin de libérer des surfaces immobilières pour répondre au développement de l'aéroport de Tahiti-Faa'a et améliorer le fonctionnement des services de la navigation aérienne, le SEAC/PF s'est engagé dans un vaste projet de regroupement des services en zone aéroportuaire Nord près de la tour de contrôle.

Ce projet se traduit par la création d'un étage

sur le bâtiment actuel et la construction d'un bâtiment supplémentaire.



La première phase d'extension du bloc technique est lancée et, dès 2018, le Bureau Régional d'Information Aéronautique (BRIA) sera regroupé dans les locaux du SNA en zone nord. La chefferie du SNA fera de même l'année suivante, concluant ainsi l'objectif de regroupement de la totalité du SNA en zone Nord.

LA MODERNISATION DES CONCEPTS ET OUTILS PÉDAGOGIQUES AU SERVICE DE LA FORMATION EN UNITÉ DES CONTRÔLEURS AÉRIENS

Les supports pédagogiques sont au cœur du processus d'acquisition et de maintien des compétences des contrôleurs du trafic aérien. Les outils didactiques disponibles depuis maintenant quelques années et utilisés par de nombreuses institutions (universités, ENAC) garantes de la sécurité permettent une meilleure efficacité de l'enseignement.

Le SNA s'engage dans la modernisation des supports de la formation des contrôleurs aériens, en s'ancrant à un environnement d'enseignement numérique et dématérialisé, selon une approche pédagogique revue.

DÉPLOIEMENT DE PROCÉDURES DE RADIONAVIGATION BASÉES SUR DES CONSTELLATIONS SATELLITAIRES

Une analyse conjointe de la DAC/PF, d'Air Tahiti et du SEAC/PF a mis en évidence l'intérêt du déploie-

ment de procédures de radionavigation basées sur des systèmes satellitaires (GNSS – Global Navigation Satellite System) pour les procédures d'approche des aéroports de Polynésie française.

Un plan d'action à 5 ans a été élaboré. Il comprend notamment pour 2018 la création de procédures GNSS pour la desserte de Raiatea, Bora Bora, Huahine et Maupiti, destinée à améliorer le dispositif de procédures d'arrivée /départ et en-route des aéronefs sur le réseau de routes aériennes des Îles Sous Le Vent.

RÉVISION DES BESOINS OPÉRATIONNELS DE MOOREA

Début 2018, un groupe de travail sera créé pour déterminer les besoins opérationnels de l'aéroport de Moorea au regard de l'évolution de son trafic. Les résultats seront publiés au 1er mai 2018.





SERVICE DE LA RÉGULATION ÉCONOMIQUE, DE L'INGÉNIERIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

PROJET IMMOBILIER

Trois des quatre volets du projet de regroupement de tous les agents du SEAC/PF en zone Nord sont entrés dans leur phase active en 2017 et se poursuivent en 2018 :

- surélévation du bloc technique : après l'approbation de l'avant-projet définitif fin 2017, le début de la phase travaux est attendue au second semestre 2018 pour une mise en service au premier semestre 2019 ;
- réorganisation des locaux dans le bloc technique étendu : voir « Soutien aux opérations du SNA » ;
- réalisation d'un nouveau bâtiment administratif (NBA) : la mission réalisée par le SNIA service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA, service de la DGAC) s'achèvera en février 2018 avec la validation du programme. Le SNIA maintient sa mission de conseil au profit du SEAC/PF dans le cadre du concours d'architecture pour la réalisation des études de maîtrise d'œuvre.

Le quatrième volet du projet de regroupement concerne l'adaptation du bâtiment actuellement occupé par le SREIDD en vue de l'installation du département Surveillance. Il sera lancé en 2019.



En accompagnement du projet immobilier, le SREIDD doit élaborer le dossier d'investissement à présenter au CCAS (comité central d'action sociale) de la DGAC pour la reconstruction en zone nord des infrastructures liées à l'action sociale, les installations actuelles étant menacées à terme.

SOUTIEN AUX OPÉRATIONS DU SNA (HORS PROJET DE REGROUPEMENT EN ZONE NORD)

En 2018, le SREIDD accompagnera principalement le SNA sur une opération : la poursuite de la réorganisation des locaux du bloc technique de Faa'a, nécessaire au transfert du BRIA en zone nord, avant regroupement de l'ensemble du SNA ;

PLANS DE SERVITUDES AÉRONAUTIQUES (PSA) ET RADIOÉLECTRIQUES (PSR)

Deux PSA sont publiés en Polynésie française (Tahiti et Rangiroa) et 21 relevés d'obstacles sont réalisés fin 2017 : quatre pour les Australes, deux pour les Marquises, cinq pour la Société et dix pour les Tuamotu/Gambier.

Quatre relevés sont planifiés en 2018 sur des aérodromes des Tuamotu : Fangatau, Mataiva, Takapoto et Vahitahi.

Le projet PSA de l'aérodrome de Raiatea a franchi une étape en 2017, suite à l'approbation de l'étude sécurité obstacles par la DSAC. L'enquête publique devrait pouvoir être lancée au 1er semestre 2018 après l'avis de la conférence interservices.

Le plan annexé aux servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles de Tahiti-Faa'a sera révisé par le SEAC/PF pour tenir compte des évolutions des équipements à protéger. Ce plan sera adressé aux

services centraux de la DGAC pour prise en compte et publication.

SÉCURISATION DE LA BANDE DE PISTE DE FAA'A DANS LA ZONE HOTUAREA

Deux actions principales sont planifiées en 2018 (libération totale de la bande de piste attendue début 2020).

Après la pose de la 1ère pierre le 24 octobre 2017, la livraison des 21 logements définitifs du lotissement Nuumeha, proche de l'aéroport, est prévue pour le 4^e trimestre 2019.

L'Office polynésien de l'habitat a lancé les études complémentaires nécessaires à la libération totale de la bande de piste. On vise la construction de 27 logements modulaires démontables à l'Ouest de la pointe Hotuarea et la construction de 10 logements pour des pêcheurs à l'embouchure du canal latéral à la piste.

Un autre projet de réhabilitation de l'habitat insalubre est programmé sur les terrains cédés par la DGAC aux abords, mais en dehors de la bande de piste : la relance du permis de construire pour 48 logements à l'Est de la pointe Hotuarea (projet abandonné en 2014) ;

RÉGULATION DE LA GESTION DE LA TAXE D'AÉROPORT

2018 verra la mise en place avec la DAC/PF d'une stratégie prévisionnelle qui doit faciliter les opérations de contrôle :

- validation des niveaux SSLIA (service sauvetage et lutte contre les incendies aéronefs) recommandés pour chaque aéroport ;
- objectif de cadre d'emploi des personnels SSLIA pour chaque aéroport ;
- en fonction des niveaux SSLIA assurés, validation des types de véhicules à affecter sur les aéroports tenant compte des prochaines évolutions de la réglementation européenne ;
- plan de redéploiement des véhicules SSLIA, suite à la mise en service de 10 véhicules neufs ;

A Tahiti-Faa'a, en complément des nouvelles orientations des arrêtés relatifs aux mesures de police-sûreté et de sécurité-salubrité, le SEAC/PF examinera les dépenses liées à l'installation du nouveau système de contrôle d'accès STITCH et à l'étude de mise au standard du circuit des bagages départ au profit d'ADT.

PLAN D'ADMINISTRATION EXEMPLAIRE

Un nouveau bilan carbone du SEAC/PF sera réalisé en 2018 sur la base des chiffres de 2017, pour respecter le rythme national tri-annuel de la DGAC et du ministère chargé des transports.

Les actions du plan d'administration exemplaire du SEAC/PF établi en 2017 seront suivies dans le cadre des études relatives au regroupement de tous les services en zone nord.



Réduire, oui mais comment?

- Préférer les produits réutilisables
- Préférer un cabas plutôt que les sacs en plastique à usage unique
- Préférer les packs économiques
- Préférer les produits éco-labellisés
- Acheter en vrac et à la coupe plutôt qu'emballé
- NON aux suremballages et à la PUB
- Utiliser des produits de qualité (solides et durables)
- Louer, prêter plutôt que d'acheter



C'est tout!

Les « 3 R » réduire, réutiliser, recycler

Recycler, oui mais quel intérêt?

- Préserver les ressources naturelles
- Economiser de l'argent
- Réduire les émissions de GES (gaz à effets de serre)
- Limiter l'enfouissement des déchets
- Soutenir des actions comme (1kg=1F) de Fenua Ma
- Ne pas polluer son environnement



Réparer



« customizer » vos objets

Décorer, bricoler, recoudre, ...



© Fenua Orama - n°173 novembre 2013
Mobilier en carton

La solidarité

Donner à des œuvres caritatives, associations de quartier, familles nécessiteuses, ...



Les marchés aux puces et marchés de l'occasion

Revendre/Acheter ce dont on a plus besoin sur le marché de l'occasion (vêtements, voitures, livres, ...), ou emprunter



Rien qu'ça?!

Les « 3 R » réduire, réutiliser, recycler

